



Minalogic Grenoble

L'envers de la vitrine

Le décor est fidèle aux brochures de présentation. Minatec, site principal du pôle de compétitivité mondial Minalogic, consacré aux nanotechnologies, brille sous le soleil printanier, sur fond de sommets alpins enneigés : rien à envier à la Silicon Valley californienne. Le pôle grenoblois n'a pas pour rien servi de modèle de référence. Constitué autour du Leti-Cea, de l'Institut national polytechnique de Grenoble (Inpg), de nombreux laboratoires du Cnrs, de grandes entreprises comme Schneider Electric ou STMicroelectronics, pionniers en matière de coopération recherche-université-industrie et depuis toujours soutenus par les collectivités locales et les fonds publics, le site héberge des centaines de chercheurs et d'ingénieurs. L'émulation scientifique et l'activité industrielle

et économique engendrées par ces synergies sont indéniables. Minalogic, qui ne cesse d'accueillir de nouveaux partenaires ⁽¹⁾, semble aussi réussir le pari de contribuer au développement de Pme, un des objectifs assignés aux pôles de compétitivité. « *On ne va pas se plaindre que, après une vingtaine d'années de flottement, une politique industrielle tente de donner une cohérence d'ensemble au développement des régions* », confirme Mariano Bona, ingénieur chez STMicroelectronics. Mais, malgré ses effets structurants pour les salariés des entreprises concernées comme

(1) Le pôle comptait 52 partenaires à sa création, à la fin 2005, dont 6 Pme ; il en compte aujourd'hui 115, dont 49 Pme. Une multitude d'informations sont disponibles sur le Net, notamment sur les sites de Minalogic, Minatec, de l'Inpg, du Cea-Leti et du secrétariat d'Etat à l'industrie.

Même si ces nouvelles activités sont importantes pour le développement des emplois et des infrastructures collectives, il faut aussi veiller à un tissu industriel diversifié.

...

Minalogic Grenoble L'envers de la vitrine

- ... pour les habitants des bassins d'emploi locaux, ce volontarisme engendre un certain malaise. Il ne soulève en tout cas aucun enthousiasme. Les récentes déconvenues de l'Alliance Crolles 2 (lire *Options* 528, juin 2007) dans une commune voisine incitent à la prudence : la forte implication des pouvoirs publics n'a pas empêché les entreprises partenaires de STMicroelectronics d'aller poursuivre leurs programmes de recherche ailleurs quand leurs nouveaux actionnaires – des fonds d'investissement – en ont décidé ainsi, laissant sur le carreau des centaines d'ingénieurs et de chercheurs...

L'inauguration de Minatec en juin 2006 avait également donné lieu à des manifestations musclées d'opposants au « tout nanotechnologies ». Mariano, syndiqué Cgt, rappelle que le syndicat n'a pas éludé ces questions : *« L'union locale y a beaucoup travaillé dans la vallée du Grésivaudan, où la population, plutôt ouvrière et liée à des industries traditionnelles, faisait preuve d'une certaine hostilité à l'égard de nouveaux arrivants, chercheurs, ingénieurs, cadres, venus travailler dans la haute technologie, qui semblaient être les seuls bénéficiaires des nouveaux emplois et qui, de plus, faisaient grimper en flèche l'immobilier. Des débats ont eu lieu, pointant les enjeux industriels. Mais, même si ces nouvelles activités sont importantes pour le développement des emplois et des infrastructures collectives, il faut aussi veiller à un tissu industriel diversifié, car tout le monde ne va pas devenir chercheur ou ingénieur et trouver du travail dans les nanotechnologies. »*

L'idée se profile que la R&D est encouragée, mais que les décideurs politiques et économiques ont

intégré la « fatalité » de délocaliser la production de masse. *« Je ne crois pas à la viabilité de cette séparation des activités, poursuit-il. De plus, il n'y a aucune raison de penser que les Chinois ou les Indiens se contenteront de faire de la production. Aujourd'hui, les technologies sont absorbées par tout le monde en moins de dix ans. »* Laurent Terrier, ingénieur au laboratoire matériaux et génie physique (Inpg-Cnrs), souligne pour sa part que les réformes actuelles déséquilibrent profondément l'enseignement supérieur et la recherche publique en mobilisant une part considérable des moyens au profit des thématiques portées par les pôles. *« Il faut pourtant rappeler que les nanotechnologies ne sont pas vraiment une science en soi et ont besoin de nombreux apports de recherche fondamentale dans des disciplines très variées pour avancer sans se heurter à des verrous technologiques. Ainsi, si les labos installés à Minatec peuvent s'estimer privilégiés, beaucoup d'autres vivent dans des situations déplorables, y compris des labos mondialement connus. »*

Le modèle français semble donc vouloir jouer à quitte ou double, avec une prise de risque maximale. Là encore, Grenoble en est l'illustration par ses choix de développement urbain. Déjà, à l'époque d'Alain Carignon, des sommes énormes avaient été englouties pour intégrer un « World Trade Center » à la ville, sans les effets escomptés. Cela n'a en rien découragé les ambitions des élus locaux, car aujourd'hui un projet pharaonique est lancé pour mieux articuler le développement du périmètre accueillant les entreprises, laboratoires et étudiants associés à Minalogic et au pôle de compétitivité Tenerrdis (énergies du futur). Giant (Grenoble Isère Alpes NanoTechnologies), c'est son nom, va là encore drainer des fonds publics colossaux dans le but principal de donner à Grenoble une image de marque, en particulier face à la concurrence lyonnaise. *« Il s'agit entre autres d'en faire un Mit à la française, un campus d'excellence accueillant dix mille étudiants parmi les meilleurs, explique Henri Rodenas, ingénieur en physique à l'institut Néel (Cnrs). Alors que l'énorme majorité des étudiants [trente quatre mille sur cinquante mille, dont 58 % en sciences humaines et sociales – Ndlr] se trouvera de l'autre côté de la ville, sur le campus de Saint-Martin-d'Hères ! Le développement de Grenoble a toujours été basé sur la coopération et la complémentarité, mais on a l'impression que le maître mot, c'est désormais "concurrence", et que la plupart des labos et des étudiants, même s'ils sont excellents dans leurs domaines, ne récupéreront que les miettes des financements disponibles. »* Et de rappeler que le Mit censé servir de modèle à Giant

Le développement de Grenoble a toujours été basé sur la coopération et la complémentarité, mais on a l'impression que le maître mot, c'est désormais "concurrence".



PATRICK GUYOT / PHOTOPOR / LE DAUPHINÉ LIBRE / MAXPPP



Les nouvelles réformes ajoutent beaucoup de complexité et créent beaucoup d'agitation, mais il n'est pas certain qu'elles drainent de nouveaux investissements privés.

n'en accueille pas moins depuis des décennies les cours du célèbre linguiste Noam Chomsky...

« Les Etats-Unis subventionnent leur recherche à bien plus grande échelle et traitent bien mieux leurs chercheurs. Nous faire croire que les réformes en cours s'inspirent du modèle américain, c'est de la poudre aux yeux », poursuit Bernard Rolland, chercheur au Leti-Cea (Laboratoire d'électronique de technologie de l'information). Comme les précédentes, cette réflexion émane d'un salarié dont l'employeur est membre actif du pôle de compétitivité. Doit-on comprendre que, même vues de l'intérieur, les réorganisations autour de nouvelles structures de décision, de financement, de coopération n'apportent aucune amélioration ? « Nous n'avons rien contre l'idée de mieux travailler ensemble pour favoriser la valorisation industrielle, explique son collègue Cyril Dressler. C'est même la vocation du Leti. Mais les modes de financement et la réticence des industriels à s'engager ne serait-ce qu'au-delà d'une année sont souvent incompatibles avec un travail à long terme pouvant déboucher sur de réelles innovations. » « La pression monte, les attentes sont énormes, et c'est une révolution culturelle pour un organisme comme le nôtre, qui avait l'habitude de bénéficier de gros crédits récurrents et de bénéficier d'une cer-

taine liberté de recherche, poursuit Jean-Paul Garandet, également chercheur au Cea. Les nouvelles réformes ajoutent beaucoup de complexité et créent beaucoup d'agitation, mais je ne suis pas sûr qu'elles drainent de nouveaux investissements privés – on le voit dans le solaire, par exemple – ou qu'elles nous permettent de développer plus d'idées scientifiques. »

A l'Institut polytechnique aussi, la pression monte sans que les chercheurs aient le sentiment d'être valorisés : « Nous devons désormais constamment répondre à des appels d'offres pour nous financer, explique Laurent Terrier. Ce qui signifie délais raccourcis, obligation de résultats, concurrence, course aux brevets. » « Le pôle de compétitivité stimule les équipes de chercheurs en permettant un certain décloisonnement, poursuit Mariano, mais ce travail est miné par la précarité et l'incertitude des engagements financiers. A STMicroelectronics, les embauches sur ces projets, quand il y en a, sont souvent ponctuelles et sur des contrats courts. Quant aux investissements, il est difficile d'y voir clair. De fait, l'entreprise n'arrive pas à se dégager d'une gestion de court terme et n'accorde pas l'importance qu'il faudrait à ces projets coopératifs. »

« Nous avons dû accepter de nouvelles contraintes et une certaine dépossession de la maîtrise de notre travail, sans avoir pu être consultés sur ces questions, pas même par le canal syndical, car le pilotage de ces réformes s'opère dans l'opacité la plus totale », ajoute Laurent. Conscients de l'urgence qu'il y a à réfléchir à un autre modèle créateur d'activité pour tous et qui pérennise une autre conception de la recherche et de l'avancée des connaissances, et jugeant indispensable un débat public sur ces questions, les Grenoblois sont à l'initiative de l'organisation par la Cgt des nouvelles assises des 12 et 13 juin. A suivre !

Valérie GÉRAUD

LE PÔLE DE COMPÉTITIVITÉ STIMULE LES ÉQUIPES DE CHERCHEURS EN PERMETTANT UN CERTAIN DÉCLOISONNEMENT, MAIS CE TRAVAIL EST MINÉ PAR LA PRÉCARITÉ ET L'INCERTITUDE DES ENGAGEMENTS FINANCIERS.